

Interview de Paul Collowald: la Commission Hallstein face à la crise de la chaise vide (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

Source: Interview de Paul Collowald / PAUL COLLOWALD, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 27.-28.06.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:13:10, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_paul_collowald_la_commission_hallstein_face_a_la_crise_de_la_chaise_vide_sanem_27_et_28_juin_2002-fr-577fcb7c-36b1-485a-972f-ed974d852e17.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Paul Collowald: la Commission Hallstein face à la crise de la chaise vide (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

[Etienne Deschamps] Quelle était la position de Walter Hallstein et de la Commission européenne lors de la crise de la chaise vide?

[Paul Collowald] Alors là, Hallstein, qui était très conscient, au fond, qu'il fallait aller progressivement, certes, mais, pour lui, c'était un immense projet politique. Pour lui, à la limite, je crois qu'il l'a dit un jour: «Alles ist politisch». Pour dire que, si vous touchez au budget, c'est politique; si vous touchez à la Politique agricole commune, à la limite: la supranationalité, une petite dose, a été introduite dans la Politique agricole commune. Les prix n'étaient plus décidés à Paris et à Rome, ils étaient décidés à Bruxelles. Mais le jour où une certaine logique a amené Hallstein à concevoir ce plan de 1965, où on avait incorporé l'idée de ressources propres, il a introduit cette logique, j'allais dire il était plus cartésien que les Français, la cohérence a consisté à dire: «Mais, la Politique agricole commune, bon..., les ressources propres, bon... Mais, à un moment donné, ça doit être géré par un parlement, correctement.» Donc, il a introduit des pouvoirs du Parlement, et qui étaient à la limite de ce qui était acceptable pour le général de Gaulle. Donc, Robert Marjolin, vice-président, connaissant bien son pays, voyant assez fréquemment Couve de Murville, c'était son devoir de prendre ce qu'on appelle «la température» à Paris, a dit à Walter Hallstein: «Vous savez, là vous avez la ligne jaune; au-delà, je ne garantis de rien.» Et c'est ainsi qu'au cours de l'année 1965, on s'est avancé vers des progrès qui étaient cohérents – je disais cartésiens, logiques – mais qui à un moment donné s'inscrivaient dans un progrès de fond qui, avec la coïncidence qu'au 1er janvier 1966, plusieurs champs du traité de Rome basculaient de l'unanimité à la majorité qualifiée. Or, ça, pour le général de Gaulle, c'était le test du clignotant: attention, souveraineté nationale, etc. Et alors, Hallstein n'a pas voulu écouter, j'allais dire, les conseils de Robert Marjolin, qui l'avait averti que si on développait la chose comme ça, on serait en grand danger. Alors, ce contexte politique étant ainsi tracé, vous avez souvent des circonstances où un prétexte est utilisé par quelqu'un dans une stratégie. Alors, c'est là où, je dis «nous» parce que nous étions tous les deux à Strasbourg, Bino Olivi, le porte-parole de la Commission et moi-même, porte-parole adjoint, pour couvrir les travaux de la Commission qui, régulièrement, allait à Strasbourg tenir sa session, parce qu'elle ne pouvait pas la tenir à Bruxelles le mercredi, et le hasard a fait que les travaux de la Commission sur cet important dossier des nouvelles propositions liant l'agricole, le politique, les ressources propres, le rôle du Parlement, devaient se terminer à la mi-juin, à une session de la Commission. Ça n'a pas été possible, on a dit: «Ben, tant pis. On va le faire à Strasbourg.» Ô malheureux! À Strasbourg, des routines se sont mises en place et puis des imprévisibles aussi. La routine, si j'ose dire, c'était que chaque fois que la Commission siégeait à Strasbourg, Bino Olivi avait un point de presse, parce que les accrédités, en partie, venaient de Bruxelles et puis ceux de Strasbourg étaient là, la Commission siégeait, le porte-parole faisait son job, son boulot et il disait: «Voilà, la Commission, ce matin, a décidé etc.» Et puisqu'on était à Strasbourg et que le Parlement, depuis longtemps, titillait la Commission pour dire: «Ah, mais quand vous prenez des décisions du mercredi, vous allez tout de suite le jeudi... Monsieur Noël, secrétaire général va expliquer aux représentants permanents, les ambassadeurs, va leur expliquer... Et puis, nous, les parlementaires, on lit les journaux.» Ah, «On lit les journaux!» quand un parlementaire dit ça, il faut toujours se dire «attention!» par précaution. Hasard, miracle, la Commission vient de prendre cette décision à Strasbourg, Hallstein est quasiment obligé de dire quelque chose au Parlement qui est réuni. C'est alors là que la foudre est venue, le ministre des Affaires étrangères s'est indigné de cette procédure. Les gouvernements n'étaient pas du tout au courant de cette initiative extrêmement importante de la Commission. Alors, là, il y a eu une sorte de premier clash qui était les signes avant-coureurs de l'orage et lorsque, à Bruxelles, à la session du 30 juin 1965, c'était à minuit, la fin de la présidence française, tournant tous les six mois, Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères, regarde sa montre et dit: «Mes chers collègues, il est minuit, vous savez que je vais passer le relais à mon ami Fanfani, qui est là, mais je constate que la Communauté n'a pas tenu ses promesses, les règlements financiers pour l'agriculture, nous ne les avons pas décidés. Donc, je rentre à Paris.» Entre-temps, il y a eu évidemment des coups de fil. Fanfani a dit: «Chers collègues, il faut rester, on va continuer.» Personne, sur le coup, ne s'est dit: «C'est un moment dramatique», parce qu'on avait déjà joué la montre, on avait arrêté les heures quelques fois, huit jours. Donc, on s'est dit: «Bon, ben d'accord, c'est un avertissement, attention, ça sent le roussi. Mais enfin...» Mais alors, au bout d'une demi-heure, une heure, on s'est rendu compte que... Déjà, généralement, Maurice Couve de Murville n'inspirait pas tellement une hilarité générale, mais là on voyait

en plus qu'il était très sérieux et que les choses se gâtaient. Alors, je me souviens, dans les couloirs de Ravenstein, émotion, journalistes apprenant qu'il se passe des choses, se disant: «Tiens, ça sent la crise.» Alors, là, évidemment, je me souviens alors, consultations avec les gouvernements et là Paul-Henri Spaak se trouve de nouveau dans un rôle à la fois qu'il aimait bien et pour lequel il était très doué. Je me souviens, dans le couloir, puisque j'étais là à la séance, j'ai cru entendre dire quelque chose du genre: «Oui, mais ce que la Commission a fait, elle peut le défaire, enfin, sans lui faire perdre la face. Essayons.» Oui, mais visiblement, on avait décidé que là-dessus, c'était cadré et terminé. Donc, les personnages intéressants là de Walter Hallstein, parfaitement cohérent, grand européen, «on avance, on avance»; Marjolin, vice-président français, très européen, mais, disons, pas fédéraliste à tous crins, mais connaissant bien son pays et connaissant bien le général et Couve de Murville, donnant son avis à son président en toute amitié et à Mansholt, en disant... Surtout Mansholt, lui disait: «Mais, écoute, j'ai vu ça avec Pisani», parce que Mansholt et Pisani, ministre de l'agriculture du général de Gaulle, étaient quasiment sur la même ligne. Et Mansholt était un peu étonné de ce qui est arrivé et, visiblement – ça c'est encore un travail pour les chercheurs, à approfondir: à quel moment le ministre de l'agriculture, Pisani, du général de Gaulle, a-t-il su qu'on allait dans le mur? Ça, je crois qu'il y avait juste Maurice Couve de Murville qui était tout à fait au parfum. Donc, ces personnages, Walter Hallstein, Mansholt, Marjolin, Pisani, tout ceux-là, ce 30 juin, et Spaak, que je viens de citer, avaient le sentiment que c'était grave, mais pas à ce point, puisqu'on a appris alors que le gouvernement français avait demandé à son ambassadeur, représentant permanent, monsieur Boegner, de rentrer à Paris – c'est ce qui explique cette expression un peu bizarre de la «chaise vide». Eh bien, oui, à la table des Six, la France, son ambassadeur était rentré à Paris, ce qui dans d'autres circonstances, bon, plus dramatiques, c'était la canonnière. Là, bon, c'était une crise, grave, en effet, mais on ne se tuait pas. C'est quand même plus heureux. Alors, ça durait comme ça pendant six mois et, à un moment donné, Marjolin a participé à la rédaction d'un texte qui permettait, à la fois de reprendre une partie de la substance, mais en même temps, d'accepter – et c'était une réunion à Luxembourg, au mois de janvier 1966 – que l'on se quitte, les Six, de nouveau réunis avec la France, sur l'idée suivante: lorsqu'il y a une décision importante pour un pays, il faut pousser le plus loin possible la discussion et ne pas pousser au vote à la majorité qualifiée, etc., etc. C'était quasiment constater l'importance du veto, enfin, de l'unanimité et, au fond, de stopper le processus normal du 1er janvier 1966 du traité de Rome, mais c'était un constat où les Six ont dit: «Bon, ben, d'accord, nous allons reprendre notre vie commune.» Mais ce «bon, d'accord, on va reprendre la vie commune», c'est ce qu'on appelle le «compromis de Luxembourg». Mais ce n'était pas un compromis sur le fond. Les cinq autres – il existe le terme de restriction mentale – ils disaient: «Bon, les Français considèrent qu'il faut discuter, discuter, jusqu'à ce que, s'il y a un problème vital pour un pays, pour ne pas le mettre dans une situation impossible. Mais, pratiquement, ça n'arrivera jamais ou ça n'arrive que rarement.» Et c'est ainsi que tout au long des années, on a traîné, à la fois – ce n'est pas un malentendu, mais enfin – ce compromis de Luxembourg, qui a été invoqué en plusieurs circonstances, mais qui a eu surtout, j'allais dire, le grave inconvénient d'aller même au-delà de ce que voulait le général de Gaulle, parce que, ce que disaient les Français, c'est «sur un problème très important pour un pays, etc.». Or, on a pris la mauvaise habitude, ensuite à Bruxelles, à Luxembourg, lorsque des choses n'arrangeaient pas un pays, de faire un petit clin d'œil en disant: «Écoutez, voilà, ce n'est pas possible.» Et une forme insidieuse de paralysie a gagné, comme ça, sur pas mal de dossiers, la Communauté, qui donc, a reçu un coup dans ces circonstances-là, dont on a eu du mal à se remettre ensuite.